

Article sélectionné dans

La Matinale du 19/10/2018 [Découvrir l'application](https://ad.apsalar.com/api/v1/ad?re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e) (https://ad.apsalar.com/api/v1/ad?re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e)

Les Alpes touchées par une sécheresse historique

Cinq régions de France sont frappées par des restrictions d'eau, et à Annecy, le lac connaît une baisse spectaculaire.

LE MONDE | 19.10.2018 à 17h29 • Mis à jour le 20.10.2018 à 09h51 | Par Martine Valo (/journaliste/martine-valo/)



Des promeneurs qui s'enfoncent, à pied, loin vers l'intérieur du lac d'Annecy, comme s'ils traversaient la baie du Mont-Saint-Michel à marée basse, des pédalos reposant sur une terre craquelée par l'aridité, de gros bateaux de promenade à l'arrêt. Et près des rives, des pontons devenus inutiles au-dessus d'un sol caillouteux... Il n'a pas plu, ou presque, sur le lac d'Annecy depuis le mois de juin. Alors que le sud de la France a récemment été frappé par des inondations meurtrières, une large partie du pays continue de pâtir d'une sécheresse historique. La quasi-totalité de la Haute-Savoie est classée en alerte rouge depuis des semaines.

Actuellement 60 départements, au 18 octobre, sont partiellement ou entièrement sous le coup d'arrêtés préfectoraux de restriction des prélèvements d'eau. L'Alsace, la Franche-Comté, la Bourgogne, l'Auvergne, le Limousin et le nord des Alpes sont particulièrement touchés et ont multiplié les records de chaleur ces dernières semaines.

Il faut remonter à 1947 pour trouver un niveau aussi bas dans le lac d'Annecy. Aucun épisode comparable n'est advenu jusqu'à ce qu'au XXI^e siècle, les étiages marqués se succèdent en 2003, 2009 et 2016 – mais pas aussi spectaculaire que celui-ci. « *Cela suscite de la curiosité, de l'inquiétude aussi*, note Damien Zanella, directeur de l'environnement et du cycle de l'eau au Syndicat mixte du lac d'Annecy. *Le lac a perdu 60 centimètres, mais il est profond de 65 mètres en son milieu... Il s'en remettra lorsque la pluie reviendra.* »

Selon lui, les roseaux, qui ont régressé de 90 % au cours du XX^e siècle, pourraient même bénéficier de l'apport de minéraux dans les sédiments sur les rives dénudées. En outre, les images inédites du lac ont le mérite d'attirer l'attention sur la gestion de plus en plus compliquée de la ressource

hydrique. « *Désormais, la question suscite des tensions, même en montagne* », observe-t-il.

Concentration des pollutions dans les cours d'eau

Dans tout le département, des kilomètres de rivières et de torrents sont à sec. Par endroits, il a fallu procéder à des pêches électriques de sauvegarde pour mettre à l'abri dans des vivariums les rares poissons survivants. « *C'est du jamais-vu chez nous*, témoigne Aude Soureillat, animatrice du réseau des acteurs de l'eau en montagne pour le Conservatoire d'espaces naturels de Haute-Savoie. *Des anciens nous disent qu'ils voient des sources se tarir en altitude pour la première fois de leur vie.* » La faune aquatique ou terrestre souffre d'autant plus que la réduction des débits produit une concentration des pollutions dans les cours d'eau.

« *Les lacs d'altitude se vident. Les sols sont très secs et les sous-sols aussi, nous disent les spéléologues*, alerte Thierry Decurninge de la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (Frapna). *La neige a fondu d'un seul coup cette année. Les sources et les torrents ne sont plus alimentés. Et nous ne voyons pas arriver les pluies habituelles en provenance de l'ouest – le Doubs et le Jura sont d'ailleurs très affectés par la sécheresse. Les territoires de montagne sont en fait les premiers affectés par le changement climatique.* »

En aval, la situation des 41 communes du bassin-versant des Usses inquiète : elles sont classées « zone de répartition des eaux », façon de dire que les 40 000 personnes qui y vivent, résidents comme professionnels, doivent forcément les partager et limiter leur consommation. « *En septembre 2017, nous avons connu une telle pénurie qu'il a fallu approvisionner plusieurs bourgs par camion-citerne*, rapporte Aurélie Radde, chargée de mission au syndicat de rivières des Usses. *Il y a trois semaines, on a failli appliquer le même système.* »

Les Usses est l'un des derniers cours d'eau de Haute-Savoie à avoir gardé une dynamique relativement naturelle. Ses petits affluents se gorgent de pluies en hiver, son sous-sol, karstique, ne comprend pas de nappe phréatique. « *Plus exactement, il y a eu une incision de l'ancienne nappe lors d'extraction de gravier par le passé*, précise Aurélie Radde. *Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas de réserve, or notre territoire, proche d'Annecy et de Genève, attire de plus en plus de nouveaux habitants qui ont les moyens et pensent pouvoir y creuser une piscine...* »

« Nous voyons les glaciers disparaître presque à vue d'œil »

Les tensions sont aussi perceptibles dès qu'il est question de la multiplication de retenues collinaires. Souvent aménagées sur l'emplacement de zones humides, certaines s'étendent sur plusieurs hectares. A la différence d'autres régions, en Haute-Savoie, ces réservoirs artificiels ne sont pas réalisés au bénéfice d'agriculteurs, mais du secteur des sports d'hiver. Dans l'arc alpin, la consommation d'eau – de pluie, de rivière ou du robinet – pour produire de la neige artificielle augmente très rapidement et atteint désormais 28 millions de mètres cubes, selon Vincent Neirinck, chargé de mission à l'association Mountain Wilderness.

Des prélèvements qui semblent disproportionnés alors que les sommets eux-mêmes ne peuvent plus retenir leurs glaces. « *Nous voyons les glaciers disparaître presque à vue d'œil* », déplore-t-il. Les précipitations abondantes de l'hiver et du printemps 2018 n'ont pas suffi à protéger ceux de la Suisse voisine : ces glaciers ont encore régressé de 2,5 % cette année, soit une perte d'un cinquième de leur volume en dix ans.

Dans les commissions locales de l'eau où elle siège, la Frapna a commencé à se rebeller contre les canons à neige. Equipements d'appoint à l'origine, ces derniers sont devenus une garantie de pouvoir étendre à la fois les périodes et les domaines skiables quelles que soient les conditions – sur les glaciers l'été, dans les stations de moyenne montagne par temps trop doux.

Dans certaines communes, ils entrent directement en concurrence avec l'alimentation en eau potable. Les défenseurs de l'environnement dénoncent par exemple l'investissement de Semnoz – haut lieu de récréation pour les habitants d'Annecy, pas seulement pendant la saison du ski –, où la capacité de la retenue collinaire doit être doublée.



Douches contre canons à neige

« Ce sont des subventions à fonds perdus, s'insurge Thierry Decurninge, de la Frapna. Même si nous nous montrons relativement compréhensifs vis-à-vis des élus locaux, ces derniers finiront bien par comprendre d'eux-mêmes qu'il faut donner des avis négatifs à ces projets. » Ce n'est pas certain dans une région comme Auvergne-Rhône-Alpes, qui débloque une dizaine de millions d'euros par an pour soutenir la neige artificielle. Son président, Laurent Wauquiez (LR), a au demeurant annoncé vouloir atteindre 200 millions d'euros d'investissements dans les stations de sports d'hiver d'ici à la fin de son mandat.

« Certaines communes demandent à leurs habitants de limiter leurs douches au profit des canons à neige pour les touristes », confie Thomas Pelte, chargé de mission pour l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. Au-delà des tensions que l'on peut imaginer, miser autant sur des modifications de la circulation naturelle de l'eau pose question. D'autant que, comme l'indique l'expert, « tous les signaux convergent pour montrer que les tendances à l'assèchement vont s'aggraver. Nous sommes particulièrement vigilants vis-à-vis des Alpes qui ne manquent pas de ressources, a priori, mais où le changement climatique devrait être plus marqué qu'ailleurs, avec de grands déséquilibres à l'avenir. »

Le très vaste bassin-versant du Rhône compte déjà une cinquantaine de « zones de répartition de l'eau », comme celle des Usses, et 40 % de l'ensemble de ses territoires sont actuellement en déficit chronique. D'ici 2050, le débit du Rhône devrait perdre 30 % de sa puissance l'été, faute de recevoir les neiges qui ne fondront plus au printemps.